

La réunion plénière de Foi et Constitution à Bangalore

par René BEAUPÈRE

Quinze jours à Whitefield

Foi et Constitution a tenu du 15 au 30 août 1978 sa réunion (à peu près) triennale. Membres de la Commission et experts, c'étaient cent soixante-dix théologiens venus de près de soixante pays - parmi lesquels une vingtaine de catholiques - qui étaient réunis dans l'Ecumenical Christian Centre de Whitefield, à quinze kilomètres de Bangalore (Inde). Pour la deuxième fois consécutive la Commission tenait séance plénière dans le tiers-monde : la précédente assemblée avait eu lieu, en effet, au Ghana en 1974 ¹.

Les quinze jours furent répartis entre deux thèmes principaux : l'espérance occupa la première semaine et encore plusieurs heures de la seconde ; le reste du temps fut consacré à l'unité. Bien entendu, la prière et la vie liturgique eurent également leur place. Les journées furent ponctuées de moments de recueillement dont plusieurs furent animés, de façon inégalement heureuse, par des groupes locaux. Deux cultes eucharistiques furent célébrés au Centre de Whitefield, l'un par l'Eglise de l'Inde du Sud, l'autre par l'Eglise syrienne orthodoxe de l'Orient. Le premier, de style anglican, était soutenu par de beaux chants « indigènes » ; les mélodies du second étaient curieusement plus anglo-saxonnes. Les délégués furent invités à une troisième eucharistie : une messe dite au Centre national catholique biblique, catéchétique et liturgique de Bangalore. Ce fut la célébration témoignant de l'adaptation la plus poussée aux coutumes et aux rites de l'Inde. Est-ce pour cette raison que, à l'étonnement de beaucoup, un mouvement imprévu aboutit à une participation eucharistique assez générale qui n'avait été envisagée ni par la discipline catholique ni par les règles de conduite de Foi et Constitution ?

1. Cf. *Istina*, 20 (1975), pp. 161-288.

Un tiers des participants qui n'avaient pas de place dans le Centre de Whitefield reçurent une hospitalité très chaleureuse au Kristu Jyoti College des Salésiens distant d'une dizaine de kilomètres : soir et matin de petits cars brinquebalants les transportaient d'un lieu à un autre. Ce double logement mit quelques entraves au travail général en soirée ; mais comme le labeur diurne était fort intense, personne ne s'en plaignit.

Les contacts avec la ville de Bangalore furent freinés par la distance et le manque de transports. Toutefois une séance se déroula à l'hôtel de ville sous la présidence du gouverneur de l'Etat de Karnataka, dont Bangalore est la capitale, de l'évêque de l'Eglise de l'Inde du Sud et de l'archevêque catholique du lieu. Moins académique et plus riche de dialogue fut la matinée du dimanche pendant laquelle les membres de Foi et Constitution participèrent par petits groupes aux cultes de plus de trente paroisses locales : catholiques, syriennes orthodoxes, luthériennes, protestantes indépendantes, de l'Eglise de l'Inde du Sud. Quelques escapades individuelles permirent de nouer d'autres liens encore, par exemple avec le Séminaire catholique Saint-Pierre ou avec différents Centres œcuméniques à l'œuvre dans cette ville où le christianisme tient bien sa place : il y représente environ 10 % de la population.

Comme de coutume, après le culte d'ouverture, la réunion débuta par les rapports du président de la Commission, le professeur Nikos Nissiotis, et du directeur du secrétariat, le pasteur Lukas Vischer : tous deux situèrent Foi et Constitution devant une assemblée dont plus de trois membres sur quatre étaient des nouveaux.

N. Nissiotis prit les choses par les sommets et, dans un exposé remarquable, présenta la réunion comme un événement ecclésial : non pas un simple rassemblement de théologiens représentatifs, d'experts confrontant leurs vues sur l'unité dans le but de soutenir leurs propres théories ou de défendre leurs propres traditions ecclésiastiques, mais une assemblée kérygmatische, liturgique et eschatologique, un microcosme du regroupement du peuple convoqué par Dieu, fruit de l'invocation de l'Esprit Saint.

Plus « au ras des pâquerettes », L. Vischer choisit d'introduire dans le détail les deux thèmes de l'espérance et de l'unité. En ce qui concerne la première, il rappela que c'est à Louvain (1971) que Foi et Constitution avait lancé une invitation générale - aux Eglises, aux chrétiens individuels, aux groupes interconfessionnels - à rendre compte de leur espérance. Un premier tri des nombreuses contributions reçues fut effectué à Accra (1974) avec la rédaction d'un

document composé de trois parties : une étude biblique, un choix de diverses confessions d'espérance, l'affirmation du désir des Eglises d'édifier une communauté en dépit de leurs différences.

Quatre années après Accra, L. Vischer souhaite qu'une nouvelle déclaration commune aborde plus expressément les grands problèmes d'aujourd'hui ; qu'elle ne se contente plus de juxtaposer les témoignages, mais qu'elle les insère dans une discussion vivante où chacun sera apprécié à la lumière de la proclamation de l'Eglise tout entière.

Pour éclairer encore la voie ainsi tracée, Foi et Constitution avait fait appel au professeur de Bâle Jan Lochman. Dans un exposé présenté en séance plénière ce dernier fit d'abord remarquer que l'espérance n'est plus à l'ordre du jour comme c'était le cas il y a une ou deux décennies : ce qui est mis en question maintenant, ce n'est plus telle espérance particulière mais l'espérance comme telle. Situation, ajouta-t-il, qui nous rapproche de l'époque néo-testamentaire dominée par un esprit fataliste.

Moyennant quoi, à partir de 1 Tim 4, 10 (« C'est pour cela que nous combattons et travaillons, parce que nous avons ancré notre espérance en le Dieu vivant, qui est le Sauveur de tous les hommes, spécialement de ceux qui croient »), J. Lochman développe successivement, en un texte dense, le fondement de l'espérance (Dieu), ses dimensions, ses rapports avec la liberté. Dans la première section il tente de réconcilier « verticalisme » et « horizontalisme », en montrant en particulier que l'eschatologie au sens biblique est liée à notre vie et à notre souffrance dans l'histoire ; dans la seconde, il situe la responsabilité de l'Eglise - berceau et non tombeau de l'espérance - par rapport au monde ; enfin dans la troisième, il équilibre le « déjà » et le « pas encore » de l'espérance chrétienne.

Au passage l'orateur note que le groupe qui a préparé le matériel en vue de la discussion à Bangalore s'est rapidement aperçu qu'il était impossible de répéter les affirmations œcuméniques classiques : les nouveaux défis appellent de nouveaux essais qui doivent refléter les questions et les hésitations de nos contemporains. C'est ce qui explique que les documents de l'assemblée d'Evanston sur « Christ, espoir du monde », vieux de moins d'un quart de siècle (1954), aient été laissés complètement de côté.

Une affirmation commune d'espérance

Après ces introductions il ne restait plus aux hôtes de Whitefield qu'à se mettre au travail : un comité de cinq rédacteurs présidé par John Deschner va tenter d'esquisser une affirmation commune

d'espérance tandis que tous les autres participants, répartis en dix groupes, se penchent sur des situations régionales (Afrique, Asie, Amérique du Nord et Amérique latine, Europe de l'Est et de l'Ouest) ou traitent des thèmes spécifiques : la jeunesse, la communauté des hommes et des femmes, foi et science, l'espérance ultime jusqu'au martyre.

Les groupes étaient censés exprimer leur point de vue librement sous forme de messages, de lettres ou de recommandations à l'intention de tel organisme ou de telle communauté en même temps qu'ils devaient apporter de la matière au comité restreint de rédaction. Ce deuxième objectif ne fut que partiellement atteint d'abord en raison de la médiocrité des travaux de certains groupes, ensuite par manque de temps, bien que le message commun soit resté sur le chantier jusqu'à la dernière matinée. Un plan fut présenté en plénière le 20 août, suivi de trois moutures successives les 24, 28 et 30 août. Le labeur acharné des rédacteurs fut récompensé : l'assemblée accueillit avec reconnaissance et même avec enthousiasme la version définitive d'un texte auquel elle avait apporté plus de cent trente amendements.

Ce message est à la portée d'un lecteur non initié sans cependant manquer de sève évangélique. Il a réussi à conjoindre la réflexion théologique et l'écoute des mille voix où s'entrechoquent les espoirs des hommes ; par là il dépasse la problématique d'Accra et inaugure un style nouveau pour Foi et Constitution. Deux chapitres théologiques explicitent le fondement - Dieu Trinité et son œuvre en Jésus Christ - et le contenu de l'espérance ; ils dépeignent l'Eglise comme une communion d'espérance même si le témoignage des communautés chrétiennes, divisées entre elles, est défaillant. L'espérance est ensuite confrontée avec les menaces qui pèsent sur nous : les concentrations de pouvoir, l'exploitation et la pauvreté, la capacité à façonner le monde physique, l'accroissement des armements, les risques de désintégration de la communauté mondiale, les atteintes à la dignité humaine, le sentiment de l'insignifiance et de l'absurde, la mort. L'espérance est finalement présentée comme une invitation au risque : les risques de la lutte, de l'usage du pouvoir, de l'autocritique, du dialogue, de la coopération malgré les différences, du mépris, de la mort.

Les Eglises peuvent donc déjà témoigner ensemble des grandes exigences de l'espérance, écrit l'un des auteurs du texte, le père Tillard ², « alors qu'elles ne sont pas encore capables de confesser

2. « L'œcuménisme après Bangalore » dans *Nouvelle Revue Théologique*, 101 (1979), pp. 66-79 (68).

ensemble pleinement leur foi », nous le verrons plus loin. C'est la « preuve évidente, ajoute-t-il, de la place centrale que l'engagement dans les projets humains au service de la justice, de la liberté et de la paix a prise dans la recherche œcuménique ».

Bien qu'elle ne plane pas au-dessus des problèmes, cette affirmation d'espérance ne peut entrer dans le concret de chaque situation. Au lecteur de chercher les applications *hic et nunc*. En tout cas ceux qui ont contribué à la rédiger à Whitefield ne pourront plus la relire sans évoquer les désespoirs entrevus dans les rues de Bangalore ou de Bombay : les enfants qui mendient, les estropiés, les laissés pour compte..., ni sans réentendre les accents vigoureux avec lesquels M. Fernandes, alors ministre (catholique) de l'industrie dans le gouvernement de New Delhi, leur disait combien ses espoirs d'amélioration de la situation socio-économique de son pays se heurtaient, non seulement à de graves obstacles dans l'Inde même, mais aussi à l'égoïsme des grandes puissances du monde occidental : « Je refuse d'accepter, disait-il, que le christianisme ne s'intéresse qu'à la piété et à la vie après la mort... J'espère et je crois que le Conseil œcuménique des Eglises et tout le monde chrétien, en collaboration avec tous ceux qui s'intéressent à l'humanité et à son avenir, seront capables de mettre en rapport les valeurs fondamentales de la foi chrétienne avec la résolution des problèmes et des questions concrètes des hommes ».

Dix groupes de réflexion

Les documents produits par les dix groupes de réflexion sont de valeur très inégale. On se contentera ici de quelques aperçus. Du groupe « jeunesse » tout d'abord, une remarque de bon sens : les jeunes ne constituent pas une catégorie à part ; ils font pleinement partie du peuple de Dieu ; ils ne sont pas « l'Eglise de demain » mais bien celle d'aujourd'hui. Loin de devoir rester confinés dans les « problèmes de leur âge » ils ont le devoir d'aborder toutes les questions posées aujourd'hui à l'humanité. Des réflexions proposées dans cette perspective on retiendra l'affirmation que « des actions simples telles que d'adopter un style de vie modeste ou de partager ses ressources ne changeront pas par elles-mêmes les structures ; mais elles constitueront un pas vers ce changement de société surtout si elles sont prises sur une large échelle ».

Le groupe « foi et science » confronte les points de vue scientifique et théologique sur la création, la nature, l'homme. Un chapitre est consacré aux rapports entre l'espérance et l'avenir de la société.

S'opposant aux pessimistes qui voient dans la technologie un mal fatal, le groupe en espère au contraire des résultats positifs pour le bien de l'humanité. Au-delà des membres de Foi et Constitution, le groupe souhaite atteindre par son rapport les participants de la conférence « foi, science et avenir » que le Conseil œcuménique a tenue depuis en juillet 1979 à Cambridge (Massachusetts).

Le groupe « communauté des hommes et des femmes » a produit le rapport le plus long. Il contient des réactions aux documents préparatoires, des textes nouveaux provenant de telle Eglise ou d'un membre du groupe et enfin des suggestions pour le travail ultérieur que nous retrouverons avec le comité IV de la deuxième semaine de Bangalore.

A l'inverse du précédent, le groupe traitant de l'espérance ultime a poursuivi une réflexion très libre, pratiquement indépendante des documents mis à sa disposition. Servi par son homogénéité (groupe international de langue française dans lequel les tendances « catholiques » étaient fortement prédominantes), il réussit à élaborer en quelques jours un court mais très substantiel traité du martyre comme forme ultime de l'espérance et du témoignage chrétiens. Contemplant en Jésus le premier-né d'une foule de témoins et en sa croix glorieuse le don de l'Esprit, le groupe transpose ces données au plan ecclésial selon des registres successivement eucharistique (« Sans le Repas du Seigneur, nous ne pouvons pas »), apostolique (« Le sang des martyrs, semence des chrétiens »), catholique (Réconciliés par le sacrifice), eschatologique (Pour un monde transfiguré) et diaconal (« C'est à cela qu'on vous reconnaîtra »). Ce beau texte classique se termine par des questions (ce n'est pas la meilleure partie du document) et par une prière. Ses auteurs souhaitent qu'il fasse partie du matériel préparatoire de la conférence mondiale que la Commission de l'Évangélisation du Conseil œcuménique doit tenir à Melbourne en mai 1980.

Pour les six autres groupes, il s'agissait de réagir, en équipes internationales, sur des documents provenant des différentes parties du monde.

Le texte concernant l'Amérique latine est rédigé sous forme d'une lettre au C.E.L.A.M. et aux organismes protestants analogues. On y constate que les pays d'Amérique latine et les nations hautement développées d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale relèvent les uns et les autres de la tradition chrétienne : le conflit des riches et des pauvres, des oppresseurs et de leurs victimes se joue donc au sein du peuple chrétien. Parmi les souhaits exprimés - on hésite à écrire : les résolutions prises - il y a celui de tout faire pour que

les pays riches consacrent effectivement au développement 2 % de leur produit national brut. On note aussi une appréciation chaleureuse des communautés de base en Amérique latine.

Le groupe Afrique avait entre les mains une Déclaration des évêques catholiques du Zaïre (1975) et la « Confession d'Alexandrie » de la Conférence des Eglises de toute l'Afrique (C.E.T.A., 1976). Il déclare avoir apprécié la « contextualité », l'« authenticité » africaine de ces deux documents ; il soutient par ailleurs le Moratoire, c'est-à-dire la suspension provisoire de l'aide occidentale aux Eglises du tiers-monde, dans lequel il voit une tentative positive pour établir, entre les communautés chrétiennes d'Afrique et celles d'Occident, des relations nouvelles fondées sur la réciprocité.

Le groupe Europe de l'Est aboutit à deux résultats principaux. Il prend une position commune sur Eglise et Royaume (« Notre espérance ultime en la Seigneurie du Christ ressuscité et en le Royaume de Dieu ne peut pas être séparée de nos espoirs pénultièmes de liberté, de justice, d'égalité et de paix dans le monde, ni identifiée avec eux »), sur Eglise et Société (« Dans toutes les sociétés les chrétiens doivent lutter pour que se réalise la participation de tous les citoyens aux prises de décision de la vie publique ») et sur Eglise et athéisme (« Dans toutes les sociétés les chrétiens sont contraints d'examiner dans quelle mesure ils ont contribué à favoriser les tendances athées »). Le groupe pose également une question aux chrétiens d'Europe de l'Est : « Comment les Eglises peuvent-elles remplir leur tâche prophétique dans leurs situations particulières en solidarité critique avec les aspirations sociales et humaines de leurs sociétés ? »

Les groupes Asie et Europe de l'Ouest ont rédigé quelques notes en marge des documents qui avaient été proposés à leur réflexion.

Seul le texte nord américain provoqua une discussion, assez vive, en séance plénière. Il faut dire qu'il était plus nerveux que les autres. Après avoir décelé des signes d'espérance dans cette partie du monde, le groupe - au sein duquel se trouvaient des chrétiens des Etats-Unis - en vient à exprimer ses soucis en un style incisif : il vise non seulement la politique et la *way of life* américaines, mais la vision et le rôle, au moins passif, des Eglises elles-mêmes. Qu'on en juge par une citation : « Nous espérons que vos Eglises chercheront à se ré-évangéliser elles-mêmes en même temps que la nation et qu'en particulier vous chercherez à vous convertir d'une idéologie de consommation à la pauvreté chrétienne et au partage des biens ; nous espérons votre conversion de la "cruelle innocence" »

à la conscience responsable des implications destructrices du système et de la pratique économique et politique des Etats-Unis ».

C'est en partie à cause des réactions suscitées, sinon par le fond du moins par la forme de ce document, qu'il fut admis que les rapports de groupes ne seraient considérés, dans le bilan de Bangalore, que comme des annexes, présentées mais non adoptées en plénière. Le volume qui rassemblera les principaux documents de l'assemblée ne donnera d'ailleurs que les quatre rapports à thème (jeunesse, hommes et femmes, foi et science, martyre) qui, dans l'ensemble, sont effectivement d'un meilleur cru.

Croître vers et dans l'unité

Pour la réalisation de l'unité « qui fait partie de l'espérance que l'Eglise doit proclamer », avait dit dès le premier jour L. Vischer, « trois conditions au moins doivent être remplies : l'accord sur la foi apostolique ; la reconnaissance mutuelle du baptême, de l'eucharistie et du ministère ; des structures qui rendent possibles la consultation et la décision communes ». Il traçait ainsi le programme de trois des comités qui devaient occuper la deuxième semaine de Bangalore, ceux qui traitaient le plus formellement de la recherche de l'unité. Deux autres comités les complétaient, qui abordaient la même question sous des aspects plus pragmatiques.

Que réflexion théologique et considérations pratiques doivent être conjointes, c'est ce qui ressortit aussi de la séance plénière consacrée à lancer le thème de l'unité avant que les comités se mettent au travail. Quatre exposés furent présentés ; nous retiendrons les deux plus typiques. Le catholique Anton Houtepen s'interroge : « Quel consensus est-il nécessaire et suffisant pour assurer notre communion ? » Il note que la communion repose sur le fait d'être disciples de Jésus plutôt que sur une interprétation commune de l'Ecriture ou des expressions communes de vie liturgique. Le *consentire* est enraciné dans une communauté de destin, dans une participation en commun à Jésus plus que dans un accord doctrinal. Le consensus est le résultat d'une communion pré-existante. L'objet de la foi est la communion elle-même. Les textes, les doctrines, les accords, les formes de culte peuvent l'expliciter mais ils ne sont pas des conditions de la *koinonia*.

De ces prémisses, qui provoquèrent quelques réactions critiques en séance, l'orateur tire des conclusions et des questions : il est impossible de mesurer la réalité de la communion en Christ sur la

base d'accords concernant des conditions minimales. Comment affirmer que la communion existe déjà entre nous et refuser d'en partager le signe suprême : l'eucharistie ? Ne devrions-nous pas prendre plus au sérieux le processus de convergence au niveau du peuple de l'Eglise et l'importance d'une *praxis* commune ?

L'exposé d'A. Houtepen fut trop bref et la discussion qui le suivit trop rapide pour que les thèmes abordés soient traités à fond. C'est dommage car on est certainement là au cœur de questions fondamentales : dans le contexte de Bangalore je dirai au carrefour des comités III (les accords sur baptême, eucharistie, ministère) et V (les formes nouvelles de vie œcuménique). Inévitablement on y reviendra.

Le beau texte de l'orthodoxe Nicolas Lossky sur l'Eglise comme communauté eucharistique eschatologique et historique mérite d'être lu dans son intégralité. On en retiendra ici la perspective finale qui prolonge ce que disait A. Houtepen, mais en le reprenant dans une vision orthodoxe : « Si l'ecclésiologie eucharistique (la notion d'Eglise locale avec tout ce que cela implique) s'approfondit jusqu'à un consensus réel, il faudra ne pas avoir peur de répondre au défi que cela représentera d'entrer en un nouveau dialogue : *dans* la communion (et non plus en vue de celle-ci), pour parler des autres problèmes qui nous séparent et séparent les humains et qui seront nécessairement secondaires vus *dans* l'eucharistie qui rassemble en un seul corps et développe la relation personnelle en Eglise »³.

Cinq comités

Le comité I avait pour thème la notion de « communauté conciliaire » adoptée par l'assemblée de Nairobi comme le « modèle » d'unité ; il fit avancer un peu les choses en insistant sur la distinction entre *concile* et *conseil* si difficile à saisir pour un anglophone qui ne connaît qu'un seul mot, *council*, pour désigner ces deux réalités que toutes les autres langues distinguent. Très opportunément le comité recommande une étude sur l'Eglise « signe efficace et instrument » : c'est bien par cette voie que pourra être mieux

3. Malheureusement toute la fin de cet alinéa important, à partir de « *dans la communion...* », a sauté dans la traduction anglaise publiée par *The Ecumenical Review*, 31 (1979), pp. 69-71. - A propos de la communion ou de l'unité croissante, fallait-il dire, comme l'a fait Foi et Constitution dans les documents officiels, « *croître vers l'unité* » ? Les versions anglaise et allemande incitent à penser qu'on aurait mieux fait d'écrire : « *croître dans l'unité* ». Il y a une théologie derrière ces distinguo linguistiques.

comprise la sacramentalité que la tradition catholique et orthodoxe lie à l'idée de concile et aux termes dérivés. Quant à « l'Eglise locale », il reste bien des précisions à apporter malgré les travaux d'un colloque tenu par Foi et Constitution en 1976 dont les résultats ne paraissent pas connus des membres de la Commission.

Au comité II revenaient deux sujets d'importance. Chargé de réfléchir à la manière dont les Eglises exercent leur autorité dans le domaine de l'enseignement et dans celui des prises de décision, il se contenta de proposer pour l'avenir quelques études scripturaires, une réflexion sur la notion d'*épiscopè* ainsi que l'exégèse d'un texte de l'assemblée de Montréal sur Ecriture et Tradition qui ne semblait plus admis par tous à Bangalore.

En fait plusieurs de ces suggestions viennent en droite ligne des difficultés que le comité lui-même avait éprouvées au moment de jeter sur le papier une esquisse de confession de foi commune. Malgré une excellente introduction du père Tillard - qui aurait mérité d'être lue en séance plénière et pas seulement en petit comité - la rédaction fut vite bloquée par ce qu'on pourrait appeler une douteuse interprétation de la « contextualisation ». Si par ce terme à la mode on entend que chaque culture, chaque « contexte » a le droit et le devoir de créer sa propre théologie, « indigène », « authentique », personne ne devrait y voir du mal. Mais si on envisage, non seulement une *théologie*, mais une *foi* contextuelle, les choses se gâtent car des points essentiels de cette foi chrétienne, tels que les premiers siècles les ont déterminés, risquent de disparaître purement et simplement.

C'est, nous semble-t-il, ce qui est arrivé au comité II où la simple mention des Symboles de l'Eglise ancienne apparut à un africain comme un signe de l'impérialisme européen. Une formule inspirée étroitement de conclusions adoptées quinze ans auparavant par l'assemblée de Montréal (1963) ne parvint pas à faire l'unanimité. Il était dit que « nous cherchons à demeurer fidèles à la foi apostolique selon les Ecritures, transmise » - [ou « transmises » ?] - « jusqu'à nous à travers les siècles ». Une note de la première esquisse - qui a heureusement disparu de la version finale, après discussion en plénière - exprimait crûment la difficulté : « Pour certains d'entre nous [cette phrase] implique l'affirmation qu'au moins certains éléments de ce processus de transmission ont une autorité qui lie [la foi elle-même] : ainsi les Credo de l'Eglise ancienne. Pour d'autres, elle signifie simplement que les Ecritures doivent être perpétuellement réinterprétées dans l'Eglise à travers le défi des situations nouvelles ».

Malgré cette sérieuse difficulté le comité parvint à rédiger une

ébauche d'expression commune de la foi qui s'inspire de ce que les Eglises tiennent déjà ensemble dans la « base » du Conseil œcuménique : la confession de Jésus Christ, Dieu et Sauveur selon les Ecritures et l'appel à une vocation commune pour la gloire du Père, du Fils et du Saint Esprit. Le début de l'*Epître aux Ephésiens* (1, 3-15) servit aussi de trame ainsi que le contenu essentiel des Symboles des premiers siècles. Il ne s'agit vraiment encore que d'une ébauche balbutiante, mais qui a le mérite de porter l'attention sur le contenu objectif de la foi distingué de l'attitude subjective du croyant.

Le comité III avait une tâche plus facile dont il s'acquitta avec succès : il a examiné méthodiquement dans quelles conditions et sous quelle présentation Foi et Constitution pourrait tenir prête pour sa prochaine assemblée, prévue en 1981, la révision et la mise à jour des trois accords sur le baptême, l'eucharistie et le ministère, qui ont déjà suscité plus d'une centaine de commentaires des Eglises.

Un quatrième comité avait des points divers à son ordre du jour : la communauté des hommes et des femmes dans l'Eglise, mais aussi les rapports entre l'unité de l'Eglise et l'entraide ecclésiastique et encore le dialogue avec les tenants des croyances et des idéologies non chrétiennes. Dans cet intérêt multiforme on reconnaît la vocation de Foi et Constitution d'être comme l'« ange théologien » du Conseil œcuménique ou, plus précisément, sa responsabilité d'apporter le point de vue de la recherche de l'unité visible dans les nombreuses autres préoccupations du Conseil.

Parmi les recommandations du premier de ces sous-comités on ne s'étonnera pas de trouver - bien que cela ait déjà été demandé plusieurs fois ailleurs et en partie mené à bien - le souhait d'études sur le rôle des femmes et des hommes selon l'Ecriture et la Tradition ; sur les femmes dans le ministère et par rapport à l'ordination ; ainsi qu'un appel à l'élimination de tout vocabulaire « sexiste ». Plus neuve est la recommandation d'un examen en commun des doctrines mariales et de leurs incidences sur la question de la place de la femme. N'en déplaise à tel commentateur protestant, qui croit faire objection en soulignant la sobriété - qui n'est pas niable - du témoignage biblique sur Marie, il est possible qu'une étude sereine du dossier conduise à quelques découvertes sur le rôle spécifique des femmes dans la communauté ecclésiale.

De toute façon en août 1980 une consultation mondiale sur la communauté des hommes et des femmes dans l'Eglise rassemblera l'essentiel de réflexions qui sont actuellement menées sur tous les continents.

Un autre sous-comité traita du rapport entre l'unité de l'Eglise et le dialogue avec les croyances et idéologies non chrétiennes. Constatant que la coexistence sinon le dialogue est un fait quotidien ou une exigence en Asie et en Afrique (contexte religieux) ainsi que dans les pays socialistes (contexte socio-politique) - mais ils le deviennent aussi dans d'autres régions -, le groupe souligne que l'unité de l'humanité passe par la prise au sérieux de ce dialogue qui engage aussi l'unité des chrétiens, en particulier dans la mesure où il conduit à des efforts d'« indigénisation » des Eglises : si ces tentatives se faisaient en ordre trop dispersé, elles risqueraient de mettre en question l'unité chrétienne, sous une autre forme et peut-être plus gravement que ce n'est le cas aujourd'hui : on retrouve ici les dangers soulignés plus haut d'une « contextualisation » poussée trop loin.

L'aide entre les Eglises est une manière d'anticiper aujourd'hui la communauté conciliaire de demain. Bien entendu, cette aide n'est pas seulement matérielle ; elle est spirituelle aussi. Le sous-comité ad hoc souligne au passage quelques risques : celui de voir les organismes d'entraide prendre indûment une sorte d'autonomie par rapport aux Eglises mandataires ; la difficulté, dans les situations de conflit, de faire des choix selon la justice en pesant aussi leur impact sur l'unité de l'Eglise ; le danger, surtout là où les chrétiens sont fort minoritaires, de concentrer des ressources importantes en leurs mains au détriment de la cohésion de la communauté humaine locale.

Des suggestions sont faites pour favoriser, au siège même du Conseil, le lien entre l'aide ecclésiale et la quête de l'unité. Foi et Constitution est félicité pour avoir déjà proposé des modèles de partage qui vont au delà de la mise en commun des ressources matérielles et la soutiennent : par exemple, la publication d'un calendrier d'intercessions annuelles pour toutes les Eglises.

Le cinquième et dernier comité n'était pas le moins intéressant ; il était chargé de porter ses regards sur des secteurs dont Foi et Constitution ne s'est pas assez préoccupé jusqu'ici. Aujourd'hui, de nombreuses expériences œcuméniques se font en différents pays : équipes interconfessionnelles pour la réflexion ou l'action, groupes de ménages mixtes, échanges entre communautés religieuses, réunions charismatiques ou socio-politiques, etc. Elles n'ont souvent que peu de liens avec les organismes promoteurs de l'œcuménisme, en particulier Foi et Constitution, et parfois - mais pas toujours, loin de là - avec les Eglises elles-mêmes. Des plus ecclésiaux de ces groupes on peut dire par contre qu'ils mettent en pratique les convergences

et les accords exprimés dans de nombreux documents interconfessionnels déjà rendus publics. C'est là que la préoccupation du comité V rejoint et prolonge celle du comité III cherchant à vérifier la réception des textes d'accord dans les Eglises.

Le comité se trouvait devant une très grande diversité. Il a raison de mettre en garde : tous les mouvements qui transcendent les barrières confessionnelles n'œuvrent pas nécessairement en faveur de l'unité de l'Eglise : il y a aussi un « œcuménisme sectaire ». Il faut donc « discerner les esprits ».

Mais certains de ces groupes vivent déjà dans une communion qui, si elle est encore incomplète, n'en est pas moins réelle. Dans les meilleurs cas il ne s'agit pas de l'apparition d'une « troisième Eglise » qui marginaliserait ses membres par rapport aux structures existantes, mais, à l'intérieur des communautés chrétiennes, du surgissement de nouvelles formes de vie dans lesquelles il n'est pas impossible de discerner quelques-uns des traits essentiels de l'Eglise de demain, l'Eglise une dans sa diversité telle que le Christ la veut.

Le comité a commencé un premier tri en distinguant les efforts des Eglises elles-mêmes (par exemple, les Conseils d'Eglises ou les Facultés de théologie interdénominationnelles), la communion dans le travail théologique (par exemple, la traduction de la Bible), la pastorale des foyers mixtes, les mouvements et communautés plus spontanés (par exemple, les groupes charismatiques ou le Concile des jeunes de Taizé), les nouvelles Eglises africaines.

Il s'interroge sur les Conseils : servent-ils réellement la recherche d'unité ou, au contraire, ne bloquent-ils pas la marche à un stade intermédiaire paresseusement accepté comme satisfaisant ? D'ailleurs ces Conseils n'impliquent que rarement l'Eglise catholique et l'Eglise orthodoxe. Ils n'existent pas partout, loin de là ; et là où ils existent ils sont souvent concurrencés par de nouvelles expériences plus œcuméniques qu'eux.

En ce qui concerne ces dernières, le comité souhaite que des contacts soient créés ou intensifiés avec Foi et Constitution. Que la Commission aide en particulier à faire plus largement connaître dans le monde anglophone la pastorale des couples interconfessionnels soutenue dans les pays francophones par la revue *Foyers Mixtes* ; qu'elle s'intéresse à la dimension œcuménique des pèlerinages, etc.

*
**

Et après Bangalore ? Il est difficile d'en écrire car, depuis la réunion en Inde, un événement d'une portée considérable s'est

produit pour Foi et Constitution : le mandat de Lukas Vischer, qui en était l'âme depuis quinze ans, n'a pas été renouvelé par le Comité central du Conseil œcuménique réuni à la Jamaïque en janvier 1979. En vertu d'arguments que l'on peut discuter, L. Vischer quittera son poste de directeur du secrétariat avant le 31 décembre.

Certes on peut espérer que la riche matière engrangée à Bangalore germera de toute façon au cours des mois à venir.

On peut espérer aussi que, quels que soient ses nouveaux engagements, L. Vischer pourra continuer de mettre, d'une manière ou d'une autre, au service de Foi et Constitution, sa remarquable connaissance des Eglises, sa sensibilité aux problèmes nouveaux, son imagination créatrice et son enthousiasme mobilisateur.

Mais trop de choses dépendent de celui qui sera appelé à remplacer le théologien suisse pour qu'on se risque à un pronostic sûr : à l'aube de 1979, une page a été tournée pour Foi et Constitution ; l'avenir est à Dieu ⁴.

4. Depuis la rédaction de ces pages les documents de Bangalore sont parus en anglais : *Sharing in one Hope. Reports and Documents from the Meeting of the Faith and Order Commission. Bangalore, 15-30 August 1978* (F. and O. Paper 92), Genève 1979. Ce volume contient l'affirmation commune d'espérance ; les rapports de N. Nissiotis et L. Vischer ; l'allocution de G. Fernandes ; les documents régionaux préparatoires ; les quatre rapports à thème (hommes et femmes, foi et science, jeunesse, martyre) ; les conférences ou interventions en plénière d'A. Houtepen, S. Amirtham, N. Lossky, J. Hendrickse et J.M.R. Tillard ; enfin les rapports des comités traitant de l'unité. Quant aux travaux des six groupes régionaux sur l'espérance ils sont repris dans la brochure *Minutes and Supplementary Documents from the Meeting of the Commission on Faith and Order. Bangalore, 16-30 August 1978* (F. and O. Paper 93), Genève 1979. - Nous espérons donner l'essentiel de ces documents dans un volume à paraître : *Des chemins d'espérance. Le mouvement Foi et Constitution à Bangalore, août 1978*.